

HISTOIRE DES IDEES POLITIQUES

Séance n° X

2ème section : République et démocratie

La démocratie chrétienne en Europe

Indications bibliographiques

Duroselle (Jean-Baptiste), *Les débuts du catholicisme social*, P.U.F., 1951.  
Prélot (Marcel) et Gallouedec Genuys (Françoise) (dir.), *Le libéralisme catholique*, Colin, 1969.  
Mayeur (Jean-Marie, dir.), *Catholicisme et démocratie chrétienne*, Le Cerf, 1986.  
Durand (Jean-Dominique), *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Complexe, 1995.

**Introduction**

Origines lointaines : Thibaudet, *Les familles politiques de la France*, 1932, chapitre «Le catholicisme social», voit naître un laïcisme catholique avec Port Royal et les *Provinciales* de Pascal : "la parole donnée aux laïques, sur les mêmes matières qu'aux clercs et avec la même efficacité"... "Depuis la mort de Massillon [1742, oraison funèbre de Louis XIV en 1715] la littérature catholique éminente est toute laïque" (exagéré : Lamennais, mais aussi l'abbé Brémond).

Le péché originel de la Constitution civile du Clergé. L'expression "démocratie chrétienne" a été utilisée pour la première fois par l'évêque constitutionnel Antoine-Adrien Lamourette en 1791. Voir aussi l'abbé Grégoire, rêvant de rapprocher révolution et foi. Mais fondamentalement, se rappeler René Rémond : "de la Révolution, les catholiques rejettent tout", l'orgueil humain, une société sans l'Eglise, opposant les droits de la créature aux droits de Dieu.

Distinguer entre le catholicisme social et le catholicisme libéral.

L'expression "catholicisme social" est apparue à la fin du siècle. Mais la source remonte au début du XIXe. Le problème central est celui de l'héritage de 1789 et de l'individualisme.

- Le "catholicisme libéral" : esprit de 1830, très hostile à l'esprit de 1848 ; ce sont, pour la plupart, les futurs "ralliés" à la République, et qui se sont rapprochés du capitalisme libéral ; **tout en restant fidèles aux associations, aux corporations, ils découvrent l'individu** : rôle d'un jeune homme né juif et danois, devenu allemand et luthérien, converti à Rome, passé successivement en Belgique et en France en 1815, le baron d'**Eckstein** ; rôle d'un aristocrate né en Angleterre d'une mère écossaise, fils d'un ambassadeur de France à Stockholm, familier de l'Allemagne, pair de France sous la Restauration : **Montalembert** (Ac. fr., 1851), et son journal *Le Correspondant* : rallié à l'orléanisme, synthèse de l'ordre et de la liberté, il prône "l'Eglise libre dans l'Etat libre", la liberté de l'enseignement (loi Guizot de 1833, loi Falloux, 1850) , et se rallie, à la fin de sa vie, à la démocratie (discours de Malines, 1861 : "je regarde devant moi, et je ne vois partout que la démocratie"). Rôle de l'évêque d'Orléans, Mgr **Dupanloup**, un des pères de la loi Falloux, qui s'oppose habilement, en distinguant la "thèse" et l'"hypothèse", au Pape Pie IX sur le thème de la défense de la civilisation et des libertés modernes (1864, "Quanta cura" et le "Syllabus"). Tendance gallicane.

- Le "christianisme social" : plus proche de l'esprit de 1848, bien que né aussi, dans les années 1820-1830. Accent beaucoup plus grand sur le collectif, l'associatif. Prise de conscience sociale. Venu du légitimisme, et reposant sur une conception organiciste et paternaliste de l'ordre social ; dans l'ensemble, il est hostile au système capitaliste et parlementaire bourgeois. Plus hostile à la révolution industrielle qu'à l'esprit de 1789.

Les noms à retenir : Frédéric **Ozanam**, qui écrit en 1830 : "La religion s'accorde avec la liberté ; je regarde comme providentiel 1789, parce qu'il dure encore, parce qu'il continue son action". Ozanam fonde la conférence de Saint Vincent de Paul en 1833 : "L'Eglise doit passer au peuple, comme elle a passé aux barbares après la mort de Théodose". **Lamennais**, bien sûr, et Alban de **Villeneuve-Bargemont** (impact de l'enquête célèbre, avec celle de Villermé en 1840), Armand de Melun, **La Tour du Pin**, **Albert de Mun**. Dominante antigallicane. Ce courant est le résultat d'une évolution.

A ce dernier courant, dont on va parler plus avant, il faut annexer le "**socialisme chrétien**" de **Buchez**, ancien carbonaro passé au catholicisme par le saint-simonisme, et fondateur de *l'Atelier*, premier journal ouvrier (1840-1850). Dans la même famille, **Pierre Leroux** et sa religion de l'humanité, et les fouriéristes catholiques, tels que **Louis Rousseau**.

I. Les fondateurs

**a. Lamennais** (1782-1854) et *L'Avenir* (1830-31) : de l'intégrisme au "socialisme".

Le prêtre chrétien, des Réflexions sur l'état de l'Eglise en France au XVIIIe siècle et sur sa situation présente (1808), inspiré du Génie du christianisme, où il **préconise déjà la séparation de l'Eglise et de l'Etat** ; le théocrate, en lutte contre l'agnosticisme, de l'Essai sur l'indifférence en matière de religion (1817-1824) : dénonce les vices du siècle. **Le pouvoir spirituel doit dominer le pouvoir temporel** : il s'affirme **ultramontain** (cohérent avec sa thèse de la séparation). Puis il passe à un socialisme romantique, de petit propriétaire paysan hostile aux bourgeois et aux gens de la ville : voir le cadre romantique de **la Chênée**. Il explique "je me suis continué" : Thème central de la défense des pauvres. **Rejet de l'individualisme bourgeois** : "la politique moderne ne voit dans le pauvre qu'une machine à travail, dont il faut tirer la plus grande part possible dans un temps donné". Mais sa référence n'est pas le prolétariat - c'est, comme chez Leroux, **"le genre humain"**, qui témoigne de l'existence de Dieu. "La cause du peuple est la cause sainte, la cause de Dieu".

Après les journées de 1830, il fonde *L'Avenir*, avec pour devise : **Dieu et liberté**. Vise à **réconcilier l'Eglise avec le monde issu de la Révolution**, à reconnaître l'inspiration chrétienne des principes de 1789. Anti-Louis-Philippard, réclame la démocratie et le suffrage universel. Campagnes (soutenues un moment par Montalembert) en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et des **"quatre libertés"** : conscience, enseignement, presse et association. Hostile également à la centralisation héritée de l'Empire - voir **texte A**.

**Peu d'influence dans l'Eglise** : Grégoire XVI condamne *L'Avenir* (**Mirari vos**) en **1832**, ainsi que toutes les doctrines qui "allument partout la torche de la sédition". Le journal disparaît, et Lamennais abandonne le sacerdoce. C'est la période de la religion du peuple et de la démocratie : *Paroles d'un croyant*, 1834. Tout ce qui n'est pas le peuple est "pourri". En 1843, il écrit dans une lettre : "la vieille Europe est divisée en deux partis, dont l'un veut la liberté sans la religion et l'autre la religion sans la liberté, le seul remède était donc de rattacher le catholicisme à la cause de la liberté, pour ramener les amis de la liberté au catholicisme : n'est-ce pas ce que nous avons tenté de faire dans *L'Avenir* ?". **Son audience populaire est réelle**.

1848 peut être interprété comme une réconciliation de la religion et du peuple. Elu en avril, Lamennais n'est pas bon orateur. Lamennais vote en 1850 contre la loi Falloux ! *L'ère Nouvelle*, de l'abbé Maret, Ozanam et Lacordaire, prend la relève de *L'Avenir*. Progrès des préoccupations sociales. Antilibéralisme. **Lacordaire** s'écrie à N.-D. de Paris : **"Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit"**. La formule, écrit Durand, devait être, au cours du XXe siècle, une clé de l'action parlementaire des partis démocrates-chrétiens.

**b. Le corporatisme chrétien : Le Play, La Tour du Pin, Albert de Mun, Léon Harmel.**

Après 1870, le courant se remet des condamnations vaticanes (*Syllabus*). Nouvelle école catholique sociale, plus soucieuse de synthèse entre le catholicisme et le capitalisme. **Le Play**, X, mines, 1806-1882. Commissaire général de l'Expo universelle de 1855, père du "paternalisme", énorme influence sur le grand patronat du temps, Wendel, Schneider. Publie en 1855 *Les ouvriers européens* et surtout en **1864, La réforme sociale**.

En 1856, il fonde la "Société d'économie sociale", composée de sénateurs, banquiers, et qui compte des Saint-simoniens, comme Michel Chevalier, Péreire, James de Rothschild. Thème : "élever le peuple vers Dieu par le bien être et la reconnaissance". Sauver la modernité par **la réforme intellectuelle et morale, plus importante que la réforme économique et sociale**.

Il dénonce **les faux dogmes de 1789**, veut restaurer le principe d'autorité : du père dans la "famille-souche", du patron dans l'entreprise, du propriétaire, enfin de l'Etat qui doit s'appuyer sur les communautés locales. Il conçoit le monde moderne de la révolution industrielle comme fondé sur les diverses cellules de la société, et d'abord sur la famille, fondement de tout : il réclame notamment une réforme de la législation successorale, pour sauver le patrimoine.

**Léon Harmel**, le patron, auteur d'un *Manuel d'une corporation chrétienne*, 1877.

**La Tour du Pin**, officier de carrière, fonde "L'association catholique", tribune des catholiques sociaux. "L'ordre social chrétien", corporatiste, monarchiste - il s'opposera au ralliement. C'est un rural. Contre le fermage, pour l'appropriation individuelle de la terre. Un des pères des corporations de Vichy... et de la participation.

Son ami, **Albert de Mun**, officier d'active, fonde **l'Oeuvre des cercles catholiques ouvriers** : 130 comités et 15 000 membres en 1875. 30 000 membres en 1880. **Il s'éloigne de l'idée corporatiste à partir de 1880**. Prône **l'organisation professionnelle et l'intervention de l'Etat** dans le domaine économique et social. Reproche aux républicains de méconnaître la question sociale, qu'il traite en termes de morale.

**En 1885, de Mun prône la création d'un parti catholique** qui, "relevant le drapeau de la croix, montrerait au peuple, d'un côté la révolution, sa véritable ennemie, de l'autre l'Eglise, sa tutrice naturelle et séculaire". Divisions et protestations anticléricales.

**Coup d'arrêt de Léon XIII, qui, pour empêcher la montée de l'anticléricalisme, condamne la formation d'un parti catholique et s'engage dans la voie de la "doctrine sociale de l'Eglise". C'est le ralliement et *Rerum novarum* en 1891**. Admet intervention de l'Etat (repos dominical, horaires, conditions de travail); évoque la "justice naturelle" requise dans l'évaluation des salaires. Insiste sur le rôle des organisations professionnelles. De Mun se soumet en 1892 "à titre personnel". **1894, Spüller et l'esprit nouveau**. **Jacques Piou fonde l'action libérale populaire, et Sangnier, le Sillon**. C'est l'année où Dreyfus est condamné.

c. L'aventure du *Sillon* et la naissance d'un mouvement démocrate-chrétien proprement dit.

Rôle d'éveil de l'affaire Dreyfus. Les catholiques intransigeants cherchent à en profiter pour attaquer la République. Les ralliés sincères, réunis sous l'étiquette vague de "démocrates chrétiens" lors du congrès de l'Association catholique de la jeunesse française tenu à Reims en 1896, persistent et signent. Mais ils se divisent sur la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui s'annonce comme une loi laïque de combat. De Mun est hostile. **Pie X, *Vehementer nos*, condamnera la séparation en 1906.**

Parallèlement, multiplication des "**abbés démocrates**" : **Trochu** (fondateur d'*Ouest éclair*), **Dabry** (*La vie catholique*), **Naudet** (*le Monde*), **Lemire**, député d'Hazebrouck. On retrouve chez eux un prophétisme à la Lamennais : la démocratie déduite des Evangiles.

**Sangnier**, X, éducation populaire. 1894, premier numéro du *Sillon* : "nous, les jeunes, réveillons-nous, confiants comme le grain qui veille sous le sillon d'hiver et mûrit en silence la moisson de l'été qui va venir". Vingtaine de cercles, "appel à la jeunesse". Mauriac, *L'enfant chargé de chaînes*. Rêve de créer une nouvelle élite. "La charge magnifique d'une jeunesse en gants blancs". Une amitié, autour d'un homme. **Démocrate, antilibéral**. Objet, dira Georges Bidault : "rompre l'incompréhension séculaire qui existe entre la croyance chrétienne et une partie importante du peuple". **Influence du thomisme**, relancé par l'encyclique *Aeterni patris* de 1879, distinguant entre domaine naturel et supranaturel : la raison humaine peut, indépendamment de la révélation supranaturelle, élaborer l'organisation de la société. D'où se déduit la valeur autonome et laïque de la politique.

Mais le mouvement s'embarque dans **la querelle moderniste : l'immanentisme de Blondel, le modernisme biblique de l'abbé Loisy, le pragmatisme d'Edouard Le Roy** : effort pour adapter le catholicisme au rationalisme, d'expliquer les dogmes par les sciences sociales. Inquiétude du pape Léon XIII, qui, constatant l'échec de la politique de ralliement, rappelle son souci de ramener la démocratie chrétienne à la démocratie sociale, dans *Graves de communi*, janvier 1901 : "l'expression démocratie chrétienne ne doit pas être entendue dans un sens politique. Sans doute, d'après l'étymologie, démocratie désigne le régime populaire, mais, dans les circonstances actuelles, il ne faut l'employer qu'en lui ôtant tout sens politique et en ne lui attachant aucune autre signification que celle d'une bienfaisante action chrétienne à l'égard du peuple". **Crainte, aussi, que la démocratie ne soit transposée de la société dans l'Eglise !**

Durcissement bien connu avec **Pie X, *Pascendi*, en 1907**, suivie de la condamnation des journaux démocrates-chrétiens français en 1908. Agitation dans les séminaires, où un silloniste trop zélé, prononce un toast en l'honneur du "camarade pape". Le 25 avril 1910, Pie X adresse aux évêques et archevêques, une lettre qui condamne les erreurs du *Sillon*. En 1912, Sangnier entre dans le combat catholique laïc : fondation de **la Jeune République**. Soutien de l'abbé Lemire. Crise de l'action libérale populaire de Jacques Piou.

d. Allemagne et Italie : **Mgr Ketteler, don Sturzo**.

Pour mettre en évidence le synchronisme et l'identité des problèmes d'intégration des catholiques à la modernité politique et sociale (démocratie, capitalisme).

Noter en Allemagne, le poids du protestantisme : les catholiques doivent y résister. D'où l'accent très tôt mis sur la question sociale. **Ketteler, *La question ouvrière et le socialisme*** est de 1864 ; condamne la loi d'airain du salaire, prône associations ouvrières proches de syndicats.

Italie : sortie de purgatoire des catholiques, exclus de toute vie politique depuis l'unité italienne. **La Grande peur des émeutes de Milan en 1898, amène en 1904 Pie X à lever l'interdit frappant la participation des catholiques à la vie publique**. Dès la fin du XIXe siècle, les jeunes de l'oeuvre des Congrès de **don Romolo Murri**, se proclament démocrates - d'où leur dissolution par Pie X en 1905.

**Don Sturzo**, du Mezzogiorno, proclame la nécessité d'intégrer les catholiques à la vie politique italienne, avec un savoir faire considérable - parle de réformisme et non de révolution et un sens aigu de la séparation du trône et de l'autel. La laïcité à travers un parti non officiellement catholique, mais constitué de catholiques. La référence à l'exigence éthique, à la clé de toute action politique. **Voir texte B** (influence du thomisme). **Sturzo démarre en 1906. Crée le P.P.I. en 1919**. Grande influence sur la démocratie chrétienne française. Son "**populisme démocratique**" se veut **décentralisateur, partisan de la proportionnelle, pluralisme communautaire et conservateur ; il rejette le libéralisme individualiste, mais se proclame "democratico antico"**. **La démocratie consistant pour lui dans le pluralisme de corps intermédiaires autonomes. Régionaliste, notamment pour le Mezzogiorno. Cent élus en 1919, exil en 1924** en raison de ses positions hostiles à "l'Etat panthéiste" fasciste, qu'il situe sur le même plan que le bolchevisme, en raison de sa concentration des pouvoirs, de son centralisme étatique absolu, du "monopole de toute activité publique et privée", de "la répression de toute liberté" et de "l'usage de la violence privée ou publique, organisée ou soutenue par les pouvoirs étatiques" (Durand, p. 129).

## II. La démocratie chrétienne, de 1919 à la Libération :

Après la guerre, les régimes démocratiques et laïques l'ont emporté : le Saint-Siège, contraint de s'engager avec eux dans une politique de concordats. **Pie XI décide de laisser les mouvements chrétiens se développer sous leur propre responsabilité.**

**Influence considérable du PPI italien sur les "démocrates populaires" français** : intérêts familiaux, économiques et sociaux (l'économie au service de l'homme). **Conservatisme : école libre, contre le divorce (cas italien).**

**En 1924, naissance du parti démocrate-populaire (éléments venus du Sillon, des semaines sociales, de la CFTC) dirigé par Champetier de Ribes, qui participe aux gvts Tardieu et Laval. Mais refus de se rapprocher du Front populaire. La Jeune République de Sangnier se rallie au Front populaire, et a cinq élus en 1936.**

Liens, à l'échelle européenne, avec le Zentrum de Weimar et le parti catholique belge de Carton de Wiart. Création au milieu des années vingt d'un "secrétariat international des partis démocrates et chrétiens", lié à Briand, Brüning. **Echec : Mussolini interdit le PPI en 1924, et le Zentrum divisé - auquel appartenait von Papen ! - s'est dissous lui-même en 1933.**

**Diffusion restreinte : Le petit démocrate, puis L'aube.**

**En fait, la démocratie chrétienne, dont l'appellation est du reste contestée, ce sont avant tout des hommes et dans cette période, plus que des politiques, des intellectuels.**

#### **a. Jacques Maritain et le renouveau thomiste.**

*Primauté du spirituel*, 1927, *l'Humanisme intégral*, 1936, retour à la notion de Bien commun du Thomisme, qui doit être le bien suprême, *optimum bonum*. Le chrétien dans le monde ; faire son métier d'homme dans le monde. Distinction célèbre : l'action "**en tant que chrétien**" sur le plan spirituel, et "**en chrétien**" sur le plan temporel. Participation de l'homme à la loi éternelle. La raison humaine peut découvrir la loi non écrite, qui est l'autre nom du droit naturel.

Une pensée chrétienne attachée à renouveler les structures de la société : pour une *vraie* démocratie, pluraliste mais **communautaire**, reprenant les valeurs de liberté issues de la Révolution française, mais **anti-individualiste** - d'où la préférence pour le mot : personne, à l'origine du personnalisme, qui fait de l'homme une fin en soi, avec une dignité propre, doté de droits qui reposent entièrement sur cette loi naturelle, cette *lex aeterna*. Se démarque par cette définition des droits des Lumières, puisque inscrite dans un cosmos intrinsèquement hiérarchisé et finalisé. Pour un libéralisme politique mais aussi anti-capitaliste : une synthèse encore non réalisée, issue de l'inspiration évangélique. Se situe sur un autre plan que la démocratie chrétienne parlementaire.

**b. Les années trente : le personnalisme d'Emmanuel Mounier** (1905-1950) et la revue "Esprit", en 1932. Rupture avec le désordre établi. Pas de parti confessionnel : il critiquera le MRP. Anticapitalisme à la Péguy. L'Evangile des pauvres. Hostile à l'individualisme libéral. Oppose la personne à l'Etat. La communauté. Corps intermédiaires organiques. Contre le jacobinisme et l'argent, contre le socialisme malade de l'Etat. Anticapitalisme. Une économie au service de l'homme. Un internationalisme visant au bien commun universel. Pour une révolution - "notre exigence spirituelle la plus profonde".

La tentation de la troisième voie avant 1934.

Echec, en juin 36, de la "troisième force" et trouble devant la politique communiste de la "main tendue". **Voir texte C.** Mais noter que Mounier se démarque de la démocratie chrétienne, parce qu'il refuse l'idée d'un parti qui se réclamerait du christianisme ; mais surtout par hostilité à la démocratie représentative. De là son engagement aveugle, dans les premiers mois suivant la défaite, au côté du régime de Vichy.

**c. L'épreuve de la guerre d'Espagne.** La première réaction : l'horreur inspirée par les massacres de Barcelone. Les soldats de l'Eglise et les impies. Cf. **Mauriac**, "L'Internationale de la haine", dans *Le Figaro du 25 juillet 1936*. Mauriac lance à Léon Blum, "qui brûle d'intervenir" : "faites attention, nous ne vous pardonnerions jamais ce crime". La majorité de la presse catholique réagit ainsi (voir René Rémond, *Les catholiques, le communisme et les crises, 1929-1939*, Colin, Kiosque, 1960). Mais quelques catholiques, plus attentifs à certaines inquiétudes exprimées par le Vatican sur la présence des "moros" et des renforts italiens et allemands, ont exprimé d'emblée des doutes sur les motivations religieuses de la rébellion militaire : éditoriaux de *Sept*, à partir d'août 1936. Hebdomadaire dominicain, *Sept*, dont le tirage atteint jusqu'à cent mille exemplaires, disparaît, sur ordre, en août 1937, pour renaître, sous le titre *Temps présent*, dirigé par des laïcs, avec pour rédacteur en chef Stanislas Fumet et, parmi ses grandes signatures, Claude Bourdet, Pierre-Henri Simon.

D'Italie, Don Sturzo fait entendre en France une voix qui oppose la "morale d'abord" au "politique d'abord" : l'Eglise est seulement du côté des victimes innocentes, tombées de part et d'autre des deux fronts" (*L'Aube*, 6 septembre 1936). Il annonce ainsi les **remises en cause de la notion de "guerre sainte" par Jacques Maritain, à partir de l'été 1937.** Sturzo est également le premier à lancer l'idée d'une médiation, reprise par Mauriac l'année suivante, et qui provoque une protestation des évêques espagnols.

Mauriac change de ton après le massacre perpétré par les nationalistes à Badajoz (*Le Figaro*, 18 août 1936). Au même moment, premier choc ressenti par Bernanos à Majorque (d'où sont sortis *Les grands cimetières sous la lune*, publiés en avril 1938).

Mais le moment décisif pour les démocrates chrétiens est le bombardement de Durango et de **Guernica, début mai 1937** : au-delà même du scandale suscité par le bombardement de civils, il apparaît que des catholiques sont, dans cette guerre, du côté républicain. Campagnes de Franco pour en atténuer les effets auprès du Vatican, propagande de la "Croisade" reprise par les catholiques d'Action française (Louis Bertrand, Claude Farrère, René Johannet, Henry Bordeaux, Massis, etc.). Noter que Claude Farrère, pour pouvoir défendre Franco, nie la réalité du bombardement de Guernica (qui aurait été, selon lui, dynamité, ou incendié...).

En face, le 8 mai 1937, manifeste de personnalités catholiques publié par *La Croix* : Mauriac, Claude Bourdet, Paul Vignaux, Stanislas Fumet, Gabriel Marcel, Georges Bernanos, Mounier et Maritain. Mounier écrit en juin 1937 : "A peu près seuls en France, nous avons mené une campagne continue pour desserrer la menace d'une guerre sainte menée avec la collaboration des généraux francs-maçons, des Maures, des sans-Dieu hitlériens".

Article de Mauriac "Pour le peuple basque" dans *Le Figaro* du 17 juin 1937.

A l'extrême-droite, rôle, à partir de 1937, du bi-mensuel *Occident*, financé par Franco, dirigé à Paris par le majorquin Joan Estelrich, et qui dirige surtout ses flèches contre Mauriac, Maritain, etc. Y sont soutenus les catholiques gagnés à la cause franquiste, tels que Francis Jammes et surtout Paul Claudel qui exprime le point de vue majoritaire des conservateurs catholiques, dans son ode "Aux martyrs espagnols", *Sept*, 4 juillet 1937 (également publié en préface de l'ouvrage anonyme *La persécution religieuse en Espagne*, fin 1937) : "la vengeance ne pouvait se faire sans désordre".

Point de vue exprimé également par le cardinal Baudrillart.

Conclusion sur les contradictions hégéliennes de la "belle âme". Renvoi aux séances consacrées à "morale et politique". L'échec du rêve de médiation, condamné au surplus par le Vatican (qui blâme pour cela *La Croix* en janvier 1939). La victoire des armes.

d. De Vichy à la Résistance. Le problème d'Uriage. Le témoignage chrétien. Georges Bidault succède à Jean Moulin à la tête du C.N.R.

### **III. Les partis démocrates-chrétiens et l'Europe :**

a. Triomphe et échec du M.R.P. parti central de la IV<sup>e</sup> avec Georges Bidault et Robert Schuman. Créé en novembre 1945. Président Maurice Schumann. **Quart des suffrages en 1945, 28 % en juin 1946, alors que les petits partis dont il était l'héritier n'avaient pas réuni 4 % avant la guerre.** Tripartisme. Attirent la droite modérée d'avant-guerre (=une partie des vichysois) + Parti de la fidélité proche de de Gaulle ! Mais rompent avec lui en 1946 pour ne pas se séparer des socialistes. Refusent le rôle d'un parti conservateur (Bidault : "faire un parti avec les femmes et les curés") : **abandonné par la moitié de ses électeurs en 1951 en raison de la concurrence du RPF et du problème de l'enseignement privé, pomme de discorde avec les socialistes. Alors qu'ils ont dirigé trois gvts sous la première législature, aucun sous la seconde.**

En 1952, Pinay = retour en force de la droite classique, achève le MRP qui ne sait pas trouver un second souffle en s'opposant à Mendès à qui il en voulait pour l'Indochine mais surtout pour la C.E.D. (enterrée en printemps-été 1954) et qu'il contribua à renverser sur l'Algérie.

A son actif : la réintégration des catholiques dans la république (JM Mayeur).

**Le point fort reste l'Europe** (favorisée par l'anticommunisme, thème de la solidarité atlantique) : plan **Schuman** 1952 de la CECA. **Mais découverte de l'Europe tardive, et divisions sur ce sujet.** Edmond Michelet passe au gaulliste en 1954, à propos de la querelle de la CED : il dénonce dans *Le Monde*, "l'Europe dangereuse des apatrides et des technocrates". L'historien lyonnais Joseph Hours, qui avait participé à la fondation du MRP, décrit l'Europe supranationale comme une résurgence du Saint Empire romain germanique, une Europe à la fois cléricale et dominée par l'Allemagne, visant en particulier la "formation toute germanique" de Robert Schuman. De là la riposte du philosophe Etienne Borne,

**texte D. Ces divisions attestent que "l'Europe noire" n'existe pas.**

Reste une imprégnation très forte des valeurs démocrates chrétiennes dans les textes européens, en raison de la personnalité même des fondateurs. Cf. **la notion de subsidiarité dans l'Acte unique et dans l'article 3B du traité de Maastrich.** Pie XI dans *Quadragesimo Anno* en 1931 : "ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes. L'objet naturel de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social, et non pas de les détruire ou de les absorber".

"Un Etat ou une fédération d'Etats dispose dans l'intérêt commun des seules compétences que les personnes, les familles, les entreprises et les collectivités locales ou régionales ne peuvent remplir isolément" (document de la Commission d'octobre 1992).

b. Apogée et déclin des modèles allemand et italien. Italien, D.C. sortie de la clandestinité en 1943, Gasperi ; 45, tripartisme, comme en France, dir Gasperi. 35 % des voix en 1946. Rupture du tripartisme en 1947, gvt centriste de la DC, apogée en 1948, 48 % des voix. Mort de Gasperi 1954 met en évidence les deux courants contrad, conservateur et socialiste. Aldo Moro et l'ouverture à gauche, 1963. Appui du Vatican. Mais Vatican II (1962-1965) provoque poussée à gauche, d'où crise. 39 % encore des voix en 1972 (les communistes suivant avec 27 %). Mais grave échec en 1974 après référendum sur le divorce. Les communistes rattrapent la DC aux municipales de 1975. Suit l'ère d'une domination maintenue, mais bricolée. Moro assassiné par les brigades rouges en 1978. QQ semaines plus tard, le président Leone obligé de démissionner. En 1983, cabinet socialiste Craxi. Aux européennes de 84, légèrement distancée par le PCI.

CDU Adenauer. Inclut protestants. Gouverne sans interruption vingt ans, Adenauer 49-63, Erhard 63-66, Kiesinger, 66-69, 31 % en 1949, 50 % en 1957 ! Puis piétinement autour de 45 % ...

Hostilité à l'Ostpolitik de Brandt, lui vaut d'être pour la première fois distancée par les sociaux démocrates en 1972.

Kohl, 1976 : "la liberté au lieu du socialisme" premier parti allemand, mais SPD-libéraux reste majoritaire. Ligne intransigeante de F.J. Strauss. Kohl élu en 1982, tombe en 1998 sur le coût de l'unité allemande, et face à la méfiance des Länder devant le renforcement du rôle de l'Etat sous son règne.

**Conclusion :** Démocratie chrétienne et social-démocratie. Séparés par le "constructivisme" hier (le social en commun, pas les nationalisations) et par le "marché" aujourd'hui (i.e. l'acceptation d'une certaine autonomie de l'économie). L'école (Bayrou). Peut-être aussi par la distinction entre l'intérêt général démocratique et la référence chrétienne au bien commun. Se rejoignent dans la recherche, par le biais d'une philosophie de la « personne », d'une conciliation entre le communautarisme et l'universalisme individualiste de 1789.

## TEXTES :

### A. "L'acte d'union" : les quatre libertés

« Nous reconnaissons les principes suivants comme formant la base de tout gouvernement constitutionnel qui n'est point fictif :

#### I

La partie spirituelle de la société doit être affranchie complètement de l'intervention du pouvoir politique. En conséquence :

1. La liberté de **conscience** et de **culte** doit être entière, de telle sorte que le pouvoir ne s'immisce en aucune manière et sous aucun prétexte, dans l'enseignement, la discipline et les cérémonies d'un culte.
2. La liberté de la **presse** ne peut être entravée par aucune mesure préventive, sous quelque forme que cette mesure se produise.
3. La liberté d'**éducation** doit être aussi complète que la liberté des cultes, dont elle fait essentiellement partie, et que la liberté de la presse, puisqu'elle n'est, comme celle-ci, qu'une forme de la liberté même de l'intelligence, et de la manifestation des opinions.
4. La liberté d'**associations** intellectuelles, morales, industrielles, repose sur les mêmes principes, et doit être sacrée aux mêmes titres.

Relativement à chacune de ces libertés, le droit et le devoir du pouvoir constitutionnel consistent uniquement à réprimer les crimes et délits, qui attenteraient matériellement soit à la jouissance entière et égale pour tous, de ces mêmes libertés, soit à quelque autre droit civil ou politique des citoyens.

#### II

Par cela même que la partie spirituelle de la société doit être affranchie complètement, l'action du pouvoir constitutionnel ne peut s'exercer que dans l'ordre des intérêts matériels, et dans cet ordre nous admettons qu'il faut tendre à un état de choses dans lequel toutes **les affaires locales** seront librement administrées en commun par ceux qui y sont intéressés, sous la protection du pouvoir destiné dès lors uniquement, quelle qu'en soit la forme, à maintenir l'unité politique, l'harmonie entre les diverses administrations particulières, à pourvoir aux intérêts généraux et à la défense extérieure de l'Etat.

#### III

Et comme la société, dont la justice est la base, ne peut faire des progrès réels que par un plus grand développement, une application plus étendue de la loi de justice et de charité, nous admettons que l'on doit aussi tendre incessamment à **élever l'intelligence et améliorer la condition matérielle des classes inférieures**, pour les faire participer de plus en plus aux avantages sociaux.

Nous nous engageons à concourir de tout notre pouvoir à la défense de ces principes constitutionnels, et au maintien des libertés ci-dessus énoncées ; à user de nos droits civils et politiques dans ce but, nous promettant réciproquement, à cet égard, aide et secours par tous les moyens légaux, et adhérant, avec une résolution ferme, au présent Acte d'union. En foi de quoi nous y avons apposé notre signature. »

Les membres du Comité de rédaction de *L'avenir*, F. de La Mennais, prêtre ; Ph. Gerbet, prêtre ; H. Lacordaire, prêtre ; C. de Coux ; comte Ch. de Montalembert , etc.  
(15 novembre 1831).

### **B. Religion et politique : le programme du parti populaire de Sturzo, 1919**

« Dès le début, nous avons exclu que notre enseigne politique soit la religion, et nous avons voulu clairement nous placer sur le terrain spécifique d'un parti qui a pour objet direct la vie publique de la nation. Il serait illogique d'en déduire que nous tombons dans l'erreur du libéralisme, qui fait de la religion une simple affaire de conscience, et cherche donc dans l'Etat laïc un principe éthique inspirateur de la morale publique ; c'est cela que nous combattons lorsque nous cherchons dans la religion l'esprit vivificateur de toute la vie individuelle et collective ; mais nous ne pouvons pas nous transformer en parti politique aux ordres de l'Eglise, pas plus que nous n'avons le droit de parler au nom de l'Eglise. »

(Sturzo, cité dans J.-D. Durand, *op. cit.*, pp. 102-103).

### **C. Démocratie chrétienne et socialisme : histoire d'un malentendu ?**

« Vous me demandez si je crois possible une collaboration entre les catholiques et le gouvernement de Front populaire ? Assurément, je la crois possible. Pourquoi ne le serait-elle pas ? Pourquoi les idées sur lesquelles s'est fondé le Rassemblement populaire, c'est-à-dire la foi dans la liberté démocratique, dans la justice sociale, dans la paix humaine, ne pourraient-elles pas coexister à l'intérieur d'une même conscience d'homme, avec la foi catholique ?

Serait-il si difficile de tirer des deux encycliques que le Saint-Siège, à un demi-siècle d'intervalle, consacrait aux problèmes sociaux, des formules voisines de celles que le gouvernement de Front populaire s'efforce de transporter dans la légalité républicaine ?

Je n'hésite donc pas à répondre : je crois la collaboration possible. Et, du moment qu'elle est possible, les catholiques français ne conviendront-ils pas qu'elle est souhaitable ? »

Léon Blum, dans *Sept*, (hebdomadaire dominicain), 19 février 1937.

### **D. L'Europe : vers un nouveau Saint-Empire ?**

« La trinité Adenauer, Schuman, De Gasperi, tous trois simultanément au pouvoir, tous trois démocrates-chrétiens, vait fait crier à l'Internationale noire, ce qui n'était qu'une plaisante fabulation ; mais on ajoutait que les trois grands Européens, subissant l'insurmontable destin de leurs origines lotharingiennes, travaillaient à la reconstruction du Saint-Empire romain germanique, ce qui était la plus odieuse et la plus malfaisante des falsifications historiques, car ceux qui souffraient d'un transport d'histoire médiévale au cerveau auraient dû savoir que la Rome catholique a été le roc inébranlable sur lequel s'est brisé jadis le Saint-Empire. Un Gasperi avait combattu dans sa jeunesse l'Autriche des Habsbourg et, puisqu'il faut parler le langage du lointain passé pour se faire comprendre de ceux de nos contemporains qui ont peur de considérer le présent dans sa nouveauté, Gasperi était le contraire d'un gibelin, il appartenait à la tradition guelfe, reprenant pour l'inscrire sur le drapeau de son parti la devise "Libertas" des communes italiennes insurgées contre l'impérialisme de Frédéric Barberousse. »

(Etienne Borne, "Alcide de Gasperi", in *La Vie intellectuelle*, octobre 1954).